



COMPTE-RENDU

Réunion du groupe-pays Brésil

Vendredi 17 octobre 2014

à Cités Unies France

9, rue Christiani, 75018 Paris

Accueil par Majdouline Sbaï, Présidente du groupe pays-B Brésil

Après avoir remercié les participants, Mme Majdouline Sbaï a présenté les principaux points à l'ordre du jour et initié un tour de table sur les actions en cours. Elle a rappelé le souhait du groupe de favoriser des liens directs avec les associations d'élus brésiliens. C'est le but du rapprochement à l'oeuvre avec l'association nationale des Maires (FNP) et le Forum des secrétaires et gestionnaires des relations internationales (Fonari).

Tour de table des collectivités présentes : état des lieux des coopérations

Ville de Nanterre

- Les élections ont limité les actions ces derniers mois.
- En juin dernier, un voyage a eu lieu dans la ville partenaire, Canoas, à l'occasion de la conférence annuelle de la démocratie participative.
- La ville de Nanterre a reçu une invitation pour participer à la rencontre du Droit à la ville, qui se tiendra à Sao Paulo entre les 12 et 14 novembre 2014. La commission « Inclusion sociale » de CGLU est à l'origine de cette initiative. Jacqueline Fraysse, la député de Nanterre, se rendra à Sao Paulo pour cette rencontre. L'invitation est très récente, de plus amples informations seront données plus tard.
- La ville de Nanterre participe au VI^e atelier du projet AL-LAs du 27 au 31 octobre 2014. Cet atelier, sur le thème des « villes inclusives », se tient à Morón en Argentine. Le projet AL-LAs est un moyen de redynamiser les relations de coopération. CUF participera également à l'atelier.
- Un échange de jeunes est prévu autour du thème de la culture urbaine, dans le cadre d'une réflexion sur les villes de banlieue. Cette rencontre, préparée pour le printemps 2015, se veut un travail tripartite entre les villes de Nanterre, Morón en Argentine et Canoas au Brésil.

Collectivité territoriale de Corse

- Le même constat est établi sur les limites imposées par le moment transitoire de la situation politique. La coopération avec l'Etat de Bahia est en état de latence, à la fois en raison des élections au Brésil et parce que la Corse connaît une réorganisation interne.

- Du retard a été pris sur le projet du groupe de travail « Méditerranée » avec les régions PACA et Languedoc-Roussillon d'organiser une rencontre avec leurs partenaires au Brésil pour travailler en commun sur les thèmes du littoral et de l'intérieur. Pour ce faire, un soutien financier de l'Ambassade de France a été prévu. Les deux tentatives d'organiser une réunion au Brésil pendant l'été ont échoué. Les trois collectivités territoriales devraient néanmoins se réunir le 4 novembre à Marseille pour discuter du projet.
- Une conseillère, Mme Sabine Viola, chargée de la coopération décentralisée est désormais attachée au cabinet du Président de l'exécutif. Ce contact direct permettra de travailler de manière plus efficace.

Conseil régional Nord-Pas-de-Calais

- Fernando Pimentel, ancien Maire de Belo Horizonte et membre du PT (parti de l'opposition par rapport à l'ancienne administration), a remporté au 1^{er} tour les élections de Gouverneur dans l'Etat du Minas Gérais, le partenaire brésilien. La coopération est donc dans un moment d'incertitude, dans l'attente de connaître les positions de la nouvelle équipe qui sera en place à partir du 1^{er} janvier 2015.
- Le Plan Climat de l'Etat du Minas Gerais sera clôturé mi-novembre Une restitution technique sera organisée à cette occasion le 14 novembre en présence d'un représentant de la Région NPDC. Une mission politique est prévue au premier trimestre 2015 pour la remise officielle des orientations préconisées par le Plan Climat au nouveau Gouverneur.
- Une délégation d'acteurs économiques du Nord-Pas-de-Calais se rendra par ailleurs au Salon FIMAI à São Paulo en novembre.
- L'appel à projets d'un Fonds de recherche du Nord-Pas-de-Calais et du Minas Gerais sera lancé également en novembre.
- Le Salon « Cap sur le monde » se tiendra le 15 novembre prochain à Lille Grand Palais. Cette année, l'invité d'honneur est le Brésil. Il s'agit d'un Salon d'information sur la mobilité, ouvert aux jeunes entre 16 et 25 ans. Le but est de toucher les jeunes les plus éloignés de la mobilité. Le Salon est organisé autour de quatre grands thèmes : « je travaille, je m'engage, j'étudie, je m'informe ». A cette occasion, la Région lance un service civique à l'international, dans les territoires de coopération. En 2015, environ 50 jeunes seront envoyés dans les collectivités partenaires : au Brésil, en Allemagne, à Madagascar et en Pologne.

Forum franco-brésilien — Ministère de l'agriculture de l'agroalimentaire et de la forêt

Le Ministère organise un forum franco-brésilien du 14 au 23 octobre 2015, sur le thème de l'agro-écologie. Cette initiative est appuyée par la Région Nord-Pas-de-Calais, l'Agence de l'Eau et l'Ambassade du Brésil. Entre 200 et 300 participants sont attendus, des chercheurs et des élèves entre la seconde et le BTS. Le forum se tiendra au lycée agricole d'Arras. La rencontre s'articule autour de trois axes : « produisons autrement », l'alimentation, l'eau et les ressources.

Chaque établissement participant travaille dans un premier temps sur son propre territoire sur le thème de l'écologie puis se rencontre en France lors du Forum pour partager son expérience. Il pourrait être envisageable que la Corse, qui héberge un lycée agricole, intègre le projet. Il faut cependant prendre en compte le fait qu'il y a trop de demandes françaises et pas assez de candidatures brésiliennes.

Il serait intéressant de privilégier les collectivités qui ont déjà un partenariat avec le Brésil. De plus, si les partenaires brésiliens seront pris en charge sur place, ils n'ont pour l'instant pas tous trouvé les moyens de financer leurs billets d'avion. Pour Mme Sbaï, ce forum peut être en tout cas un bon outil pour dynamiser le groupe.

- ⇒ Lors de la prochaine réunion du groupe-pays, un point spécifique sera consacré au forum, plus particulièrement sur la façon dont les collectivités françaises membres du groupe peuvent appuyer cette manifestation.

Retombées de la CNCD – Ministère des affaires extérieures et du développement international

Informations présentées par Mme Martine Zejgman, Adjointe au délégué pour l'action extérieure des collectivités territoriales (DAECT)

La dernière séance de la Commission nationale de la coopération décentralisée (CNCD) s'est tenue le 2 octobre et a été présidée par Mme Annick Girardin, Secrétaire d'Etat au développement et à la francophonie. Cette instance de consultation entre les collectivités territoriales et l'Etat se réunit deux fois par an depuis cette année.

- Discussion autour de l'incidence de la loi sur le développement et la solidarité internationale et en particulier de l'article 14. Ce dernier, concernant l'action extérieure des collectivités territoriales, traite de l'extension des 1% de la loi Oudin sur 1% des services de déchets, qui permettra d'avoir un financement innovant.
- La mise en place d'un comité économique, qui avait commencé à travailler sans statut juridique, a été validée par la CNCD. Il apportera des orientations stratégiques par pays et par thèmes de coopération pour les collectivités, mais celles-ci n'auront pas d'obligation. Ce groupe de travail, présidé par M. Bernard Soulage, proposera des conseils stratégiques à titre indicatif. Il s'agit de favoriser une meilleure articulation entre collectivités territoriales et Etat.
- Cop 21 : un groupe de travail sera mis en place auprès de la CNCD, présidé par M. Ronald Dantec. Il devra identifier les associations qui feront partie de ce groupe : CUF, ARF, ADF, AMF, DACET... L'objectif est de mobiliser les collectivités territoriales françaises et leurs collectivités partenaires pour la Cop21.
- Ouverture de plusieurs chantiers de travail : inclusion sociale ; francophonie économique ; jeunesse, diversité et mobilité ; loi sur le 1% déchets (pas encore constitué).

Le MAEDI, en partenariat avec le MEDE et le MAAF, va par ailleurs lancer un appel à projet sur le climat. Il sera lancé en novembre et clos fin février. Cet appel à projet est ouvert aux pays avec lesquels le MAEDI n'a pas conclu d'accord avec instruments financiers. Le Brésil en fait donc partie.

Point sur l'actualité électorale du Brésil après le 1^{er} tour du 5 octobre

Présentation par M. Denis Ishikawa dos Santos, Premier secrétaire de l'Ambassade du Brésil en France

Il s'agit d'une année électorale importante, puisque se tiennent à la fois des élections présidentielles, et législatives. 1/3 des sénateurs (soit un par Etat) et 513 députés doivent être renouvelés. De plus, des élections ont lieu dans chaque Etat pour choisir un Gouverneur et les membres des assemblées des Etats.

NB : le second tour des élections a eu lieu le 26 octobre.

Quelques constats personnels (il ne s'agit pas de commentaires officiels de l'ambassade)

- Les élections arrivent exactement un an et quatre mois après les importantes manifestations de 2013.
- Il s'agit d'un moment économique ambigu. Les estimations officielles prévoient une croissance de 0,9% par an, mais il y a d'autres prévisions de croissance à 0,3% par an. L'inflation atteint les 6,5%. Le scénario macro-économique a été un sujet souligné par la presse, alors que le scénario social a considérablement évolué cette dernière décennie. Le taux de chômage, d'environ 5%, est très bas par rapport aux moyennes historiques. Le salaire minimum est en augmentation, ce qui favorise une croissance du pouvoir d'achat et minimise les effets de l'inflation sur les bénéficiaires des politiques sociales.
- La coupe du monde n'a pas été un facteur-clé de débat dans les élections.
- Pour les législatives, il n'y a qu'un seul tour. Le PT a perdu 18 sièges sur 88. Son partenaire principal, le PMBD, en a perdu 5. Le PSBD, parti du candidat à la présidence Aécio Neves, a gagné 10 sièges. De même, plusieurs petits et moyens partis ont gagné des sièges. On observe une grande dispersion du pouvoir, mais la coalition de Dilma Roussef continue d'avoir une majorité.
- Paysage électoral : les analyses indiquent un pays apparemment divisé entre le Nord-Est et le Centre-Sud. Le Nord-Est est la région où les politiques sociales du PT ont atteint la plus large proportion de la population. Au Centre-Sud, la population s'est montrée plus sensible aux critiques sur l'inflation et le ralentissement de la croissance. De manière générale, on constate aussi une différence entre le vote des électeurs des capitales et des campagnes et petites villes. L'Etat de Sao Paulo, où le PT est né, constitue aujourd'hui une base de l'opposition.

Stratégie du groupe Brésil

Rapprochement avec le FNP et le Fonari

Lors des dernières réunions, il a été proposé de privilégier le lien direct avec des associations brésiliennes. Le groupe-pays a approfondi les contacts initiés avec l'association nationale des Maires (FNP) et le Forum des secrétaires et gestionnaires des relations internationales (Fonari). Le Fonari est l'association brésilienne dont le travail est le plus proche de celui de Cités Unies France. Il s'agit par ailleurs d'une association politique, qui est un véritable interlocuteur du gouvernement brésilien. Chaque année, il y a un nouveau coordinateur. Cette année, c'est Sao Paulo. Le Fonari a répondu de manière très intéressée à la prise de contact établie par CUF avec l'appui du Nord-Pas-de-Calais. Les 12 et 13 novembre prochain, le Fonari organise un séminaire de formation auquel Sandra Fernandes participera en représentation du groupe Brésil. Elle prendra également part à la réunion politique du FNP le 10 novembre. La réunion du Fonari se tient dans le cadre de la réunion du FNP, ce qui est révélateur de leur dialogue. Nos interlocuteurs principaux sont Paulo Guerra pour le Fonari et Paulo Oliveira pour le FNP. (Voir en annexe une présentation du Fonari). Ces échanges vont se réaliser dans la perspective des V^e Rencontres franco-brésiliennes de la coopération décentralisée.

A noter :

Paulo Oliveira a été convié à participer à l'Université d'automne de l'ARRICOD qui aura lieu à Montpellier du 26 au 28 novembre 2014. Cette mission sera l'occasion d'organiser une réunion de travail à Lille pour poursuivre les échanges. Paulo Oliveira pourrait également participer au Congrès des Maires, qui se tiendra du 25 au 27 novembre.

Du 7 au 9 avril prochain se tient à Brasilia la Troisième Rencontre des municipalités pour le développement durable. Il s'agit de l'événement le plus important sur ce sujet au niveau national. 400 maires y participent, 5000 personnes en tout. L'idée est d'évaluer ce que la France pourrait faire dans le cadre de cette rencontre. L'événement compte par ailleurs le soutien de l'Ambassade de France au Brésil.

⇒ La présidente Majdouline Sbaï rappelle à quel point il est important d'agir au sein de ce type d'évènement, qu'ils aient lieu en France ou au Brésil. Ces évènements permettent aux collectivités territoriales de se rencontrer.

Cités Unies France informe par ailleurs que l'association sera représentée par Majdouline Sbaï début décembre au sommet de Mercociudades, le réseau des collectivités locales du Mercosur, qui se tiendra en Argentine.

Cop21 et V^e Rencontres franco-brésiliennes

- La Maire de Paris Mme Anne Hidalgo a annoncé officiellement jeudi 16 octobre qu'elle convoquait les maires du monde entier fin 2015 autour de la lutte contre le changement climatique.

- Le sommet sur le Climat s'articulera avec des évènements officiels. Il n'y a pas encore beaucoup de visibilité sur la place des collectivités, mais au sein de l'ARF est en train notamment de se constituer un cahier d'initiatives.

- La Région Nord Pas-de-Calais se propose d'être une base arrière de la Cop21 pour ses partenaires internationaux. Il est prévu d'organiser en région une conférence citoyenne sur le modèle proposé par le *Danish Board et mission publique*. L'organisation d'une telle conférence sera également proposée aux partenaires de coopération. Par ailleurs, en juin 2014, une plénière sur le climat sera organisée au conseil régional. La Région compte inviter ses partenaires de coopération pour que chacun puisse parler des initiatives qui ont eu un impact sur le climat.

Conclusions

La Présidente propose d'ouvrir un dialogue au sein du groupe-pays dans la perspective de la COP 21, afin de répertorier les différentes actions prévues avec les partenaires de coopération. Il s'agirait de répondre à une problématique que l'on pourrait formuler ainsi : « Comment les coopérations que nous menons vont permettre de mettre en œuvre l'accord sur le climat qui sera défini lors de la Cop21 ? »

Les V^e Rencontres, accueillies par le NPDC, auront lieu quant à elle en 2016 en raison de la tenue des prochaines élections régionales en décembre 2015. Ces Rencontres doivent rester le point de convergence de nos efforts. Il faut identifier des partenaires, des enjeux, des projets, etc.

Pour la prochaine réunion : identifier des thématiques fortes pour créer des partenariats. A titre d'exemple, la ville de Nanterre est intéressée pour travailler sur le thème des transports et de la mobilité urbaine. Cette problématique est fondamentale au Brésil et est particulièrement d'actualité en France avec le Grand Paris prévu pour 2016.

La prochaine réunion se tiendra le 19 janvier à 14h30 dans les locaux de Cités Unies France.